

**SIDI-BEL-ABBÈS**

# Prochaine distribution de locaux commerciaux

*On a appris auprès du premier responsable de la direction de l'emploi de Sidi-Bel-Abbès que dans les prochains jours, les locaux destinés aux petits métiers, activités artisanales et professions libérales au profit de jeunes chômeurs seront distribués dans les communes de Sidi-Bel-Abbès, Aïn-El-Berd, Sidi-Lahcen, Merine, Mostefa Benbrahim, Sidi Brahim.*

Ce projet s'inscrit dans le programme «100 locaux par commune» initié en 2005 par le président de la République. Les listes des attributions seront arrêtées lors de la réunion qui se tiendra incessamment. Il ne faut pas oublier que les précédentes listes de distribution dans la commune de Sidi-Bel-Abbès avaient provoqué un tolé chez les postulants écartés qui ont crié au favoritisme alors que la direction de l'emploi avait expliqué cela en parlant de conditions qu'ils ne remplissaient pas.

En 2008, 172 locaux ont été, en plusieurs étapes, distribués dans les localités



de Sidi Ali Bousidi, Lamtar Belarbi, Hassi Zahana, Telagh, Sidi Brahim alors que la commune de Sidi-Bel-Abbès s'est taillée la part du lion avec 165 locaux. Au total, 532 locaux ont été distribués depuis 2005.

1 800 locaux ont été réalisés à travers la wilaya de Sidi-Bel-Abbès. Il convient de rappeler que les locaux sont destinés aux jeunes chômeurs désireux de monter une activité, à savoir les petits métiers, l'artisanat et les professions libérales (avocat, médecin, huissier, notaire, coiffeur)

avec le soutien des dispositifs mis en place par l'Ansej, la Cnac, l'Angem, qui financent les équipements et matériels. De notre côté, on a appris que dans les localités, il s'est avéré difficile de trouver preneur de ces locaux auprès des jeunes chômeurs notamment dans celles du Sud.

Aussi dans certaines localités, les locaux distribués n'ont pas encore vu leurs activités démarrer. Interrogé, le directeur de l'emploi nous a déclaré : «Nous accordons six mois

au bénéficiaire pour monter et faire démarrer son activité, car nous supposons qu'il y a des procédures à suivre au niveau de l'Ansej, la Cnac ou l'Angem pour obtenir les aides. Si à l'expiration du délai accordé, le local est toujours fermé, il lui sera tout bonnement retiré.»

Dans le chef-lieu Sidi-Bel-Abbès, certaines activités ont déjà démarré alors que d'autres bénéficiaires vont s'y mettre prochainement.

**A. M.**

**SOUK-AHRAS**

## Les promoteurs immobiliers exposent leurs problèmes

*Les promoteurs immobiliers privés du bâtiment établis au niveau de la wilaya de Souk-Ahras ont longuement exposé les multiples problèmes auxquels ils sont confrontés.*

Ils les énumèrent dans une correspondance adressée aux pouvoirs publics, dont une copie est en notre possession. La recommandation émise par la Dlep de Souk-Ahras ordonnant à l'ensemble des entrepreneurs l'interdiction de l'utilisation des pompes à béton pour le coulage du béton armé est le nœud gordien du problème.

Ces derniers se disent lésés et offusqués par cette démarche, arguant que les pompes à béton ont été utilisées depuis plus d'une quinzaine d'années localement dans l'ensemble des projets aussi bien publics que privés. Les rédacteurs de ladite missive demandent l'intervention du chef de l'exécutif de la wilaya et suggèrent l'ajournement de l'application de cette recommandation jusqu'à la fin de l'année 2009 afin de donner aux opérateurs une possibilité d'acquérir des grues ce qui va se répercuter sur les délais d'exécution de plus de 600 projets en cours de

réalisation. Autre écueil qui s'ajoute à la panoplie de contraintes auxquelles sont confrontés les promoteurs privés : les prix trop élevés du ciment qui ne peuvent être supportés en raison d'une spéculation qui perdure.

Cette affirmation émane des entrepreneurs qui se disent contraints d'acquérir le sac de ciment de 50 kg à 600 DA. A cet effet, ils ne cessent de multiplier les démarches par le biais de leurs représentants auprès des pouvoirs publics afin de prendre des mesures salvatrices pour parer à cette situation et faire baisser les prix.

**Barour Yacine**

**MASCARA**

## Quand la réhabilitation du marché de gros dérange certains intérêts

*Voilà des lustres que les occupants du marché de gros de fruits et légumes réclament une réhabilitation des lieux situés à Khessibia et plus de sérénité. Ceci avait été d'ailleurs rapporté dans l'une de nos précédentes éditions.*

L'on décide alors côté pouvoirs publics de dégager une enveloppe financière de plus de 14 milliards pour les besoins de travaux de réhabilitation sur le site où exercent quelque 112 marchands.

Seront également réalisées cinq chambres froides, 5 multi-services, un pont bascule, un bloc administratif et une salle de prière dans un délai de 8 mois. A ce sujet, le wali de Mascara a instruit les services concernés afin de

mettre les bouchées doubles. En attendant, ceux qui y exerçaient ont été transférés sur un site à proximité de l'OPOW non sans contestations préalables au demeurant non fondées. C'est une rumeur longtemps colportée par certains, qualifiés de «bandits» par l'administration, qui avaient fait des dégâts à telle enseigne que les

marchands avaient même annoncé une grève sous prétexte que le site avait été cédé à un particulier. L'on apprendra qu'après la réouverture du marché, toutes les mesures seraient prises pour mettre un terme à l'anarchie qui y régnait et qu'aucune pratique commerciale à l'extérieur de celui-ci ne serait permise.

**M. Meddeber**

**GUELMA**  
**Flambée des prix du ciment**

Le marché des matériaux de construction dans la wilaya de Guelma traverse une crise ces dernières semaines. Les prix des produits de base connaissent une forte hausse, due à la demande qui a augmenté d'une manière exceptionnelle. Le prix du ciment a connu ces derniers jours une hausse vertigineuse. Le sac de ce matériau de construction est proposé entre 600 et 650 DA, alors que son prix réel est de 230 DA. En effet, la tension sur les matériaux de construction est au plus haut dans une wilaya où un grand nombre de chantiers sont en cours de réalisation. Depuis quelques mois déjà, les promoteurs immobiliers ne cessent de demander la révision du prix du mètre carré habitable en fonction des prix des matériaux de construction. Ainsi, en l'espace de quelques mois, le prix du détail du sac de ciment de 50 kg est passé de 380 à 650 DA. «La demande sur le ciment s'accroît chaque été et les revendeurs en profitent pour imposer le prix, surtout que la production des cimenteries a diminué», se plaint un promoteur chargé de réaliser des logements de type LSP à la cité des Frères-Rahabi. Les prix des autres matériaux de construction, signale-t-on, ont aussi flambé, tels que le prix du rond à béton qui est passé de 5 400 DA, le quintal, tous diamètres confondus, à 10 000 DA le quintal. Les perturbations touchent particulièrement le ciment et le rond à béton, deux produits qui sont soumis à une grande spéculation. Selon les intervenants du marché, la flambée est due à des perturbations au niveau de la cimenterie de Hadjer Souda, wilaya de Skikda, dont la chaîne de production serait tombée en panne. Outre cet imprévu, la demande enregistre toujours des augmentations durant cette période de l'année (coïncidant avec la fin de la saison hivernale), qui est favorable à la reprise des travaux de construction. Un distributeur agréé à la cimenterie dira que «les perturbations actuelles ne sont pas dues seulement à la demande qui augmente traditionnellement durant cette période de l'année, mais il y a aussi les barons de l'informel qui maintiennent sciemment la crise». Il dénoncera également les revendeurs qui ont investi le marché illégalement et s'en prend à l'administration qui «est restée passive et n'effectue aucun contrôle pour réguler le marché». Selon ses dires, plus de 50% des marchands des matériaux de construction ne détiennent ni registre du commerce ni déclaration fiscale.

**A. Boudeffa**

## Des rumeurs autour de la vente de viande d'âne à Tamlouka !

Les rumeurs qui ont circulé dans la wilaya de Guelma depuis deux jours, faisant état de la commercialisation de la viande d'âne, dans les marchés de la petite localité de Tamlouka, 45 km du chef-lieu de wilaya, ont fait réagir, jeudi dernier, lors d'un briefing, le wali de Guelma. Ce dernier a demandé des explications au directeur du commerce lequel, tout en démentant la rumeur, a assuré que les services de contrôle de la qualité ont mené une enquête à travers les différents marchés de cette localité et que celle-ci n'a rien divulgué.

De son côté, l'Union des commerçants (UGCAA) a enquêté, notamment au niveau des marchés hebdomadaires de toute la wilaya, connus pour la prédominance de l'informel et où la viande commercialisée vient en grande partie de l'abattage clandestin, mais aucun indice n'a été découvert, rassure le P/APC de Tamlouka, qui a précisé que l'alerte avait été donnée suite à la découverte de carcasses et cadavres d'ânes dans une petite forêt de la commune.

**A. B.**